

Nouvelles locales du mardi 17 décembre 2013

@rib News, 17/12/2013 | Justice - Pour sa 3^{ème} comparution, Frédéric Bamvuginyumvira a été entendu encore une fois par le procureur de la République près la Cour anti-corruption. Selon son avocat, il s'agissait d'une chambre de conseil afin de statuer sur sa liberté provisoire. Maître Fabien Segatwa apprécie aussi comment l'audience s'est déroulée d'termination des juges de connaître la vérité puisque selon lui, c'est la première fois qu'un temps suffisant est accordé aux parties. Il est confiant que dans les 48h qui suivent, la libération de son client va être prononcée puisque il est innocent et les accusations portées contre lui sont vides de sens. [rpa/bonesha/rtr]

- Les femmes réunies au sein du parti Sahwanya Frodebu ont animé une conférence de presse ce mardi pour dénoncer l'incarcération et l'arrestation de Frédéric Bamvuginyumvira. Selon Murekatete Joselyne, ces actes visent à punir certains individus du parti présidentiel. De ce fait, elles demandent au pouvoir en place et au parti CNDD-FDD la libération immédiate et sans conditions de ce vice-président du parti Frodebu ; le respect des droits de la personne humaine ; la restitution de l'argent et d'autres biens saisis lors de cet enlèvement ; arrêter les montages orchestrés contre les membres des partis politiques de l'ADC-Ikibiri et de ne plus se servir de la police et de la justice pour monter les gens contre les autres. Elles demandent également à la communauté internationale de suivre de près ce qui se fait au Burundi surtout dans cette période de préparation des élections afin de juger les Burundais à leur juste valeur. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]

- La population de la colline Rusororo de la commune Rugombo de la province de Cibitoke a arrêté la nuit de ce lundi à mardi 6 jeunes parmi un groupe qui semait le désordre dans les ménages de cette colline. En effet, durant la nuit de ce dimanche à lundi, plusieurs jeunes se sont introduits dans plusieurs ménages de cette colline exigeant à la population de leur donner de l'argent et les intimidant de ne rien faire ou dire. La population s'est pourtant organisée et a pu arrêter 6 de ces jeunes qui ont été tous reconnus comme étant des Imbonerakure de la localité et qu'elle a confiés à la police la même nuit, les autres ayant réussi à s'enfuir. Ils ont été rendus au de la police le matin de ce mardi. La population demande que des enquêtes soient menées afin de trouver les autres qui étaient avec ceux qui ont été arrêtés. La police promet des enquêtes et demande à la population de mener des rondes tout en les remerciant de ce geste. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]

- Politique - Rwasa Agathon, se réclamant toujours président du parti FNL, a adressé une correspondance au président de l'Assemblée Nationale pour lui faire connaître ses considérations au sujet de la révision de la Constitution burundaise. Selon lui, il n'est pas du tout nécessaire que la Constitution actuelle soit révisée puisque tout y est réglé et à l'avantage de tout le monde. Il trouve que seules certaines dispositions peuvent être amendées pour les rendre conformes au traité d'intégration de la Communauté de l'Afrique Est. Il considère que les juges ne peuvent pas avoir le droit de faire la grâce alors qu'ils peuvent avoir des revendications légitimes à faire entendre. De plus, le quorum actuel exigé pour voter les lois ainsi que le rôle du premier vice-président dans la sphère gouvernementale sont pondérantes et ne peuvent pas être revus. Il précise en outre qu'il va répondre à l'invitation lui envoyée par l'Assemblée nationale pour débattre de la révision de la Constitution de la sorte aux députés de transcender leurs obligations politiques et de mettre en avant le bien de la population entière. A tous ceux qui participeront dans cet atelier, il demande de considérer que la constitution est la propriété de tout le monde et que personne n'a le droit de s'en approprier et la modifier aux fins de satisfaire ses intérêts. [isanganiro]

- Le parti PPDR fait également savoir qu'il va participer dans cet atelier organisé par l'Assemblée nationale pour débattre de la révision de la constitution. Selon le président de ce parti, même s'il est visible que le débat n'aura pas d'impact sur la vision du gouvernement, il va y participer puisque dans la culture burundaise, refuser une invitation n'est pas bien vu. Aloys Baricako trouve plutôt que le gouvernement a déjà manifesté son caractère intransigent sur cette question et que son idée principale derrière cette modification n'est pas du tout connue. Il demande à l'Assemblée nationale de travailler pour le bien de la population qui l'a mise en place et non pour le bien du gouvernement. [rpa]

- Les membres de l'ADC-Ikibiri dans la province de Muyinga se disent inquiets du recensement qui est en train d'être fait par les autorités à la base dans le cadre de déterminer ceux qui bénéficieront des cartes nationales biométriques dans cette province. Selon le représentant du parti Sahwanya Frodebu dans cette province, se les membres du parti au pouvoir devront bénéficier de ces cartes gratuitement alors que les autres devront payer une somme comprise entre 6000 et 7000FBu. Il ajoute que les membres des autres partis politiques devront écrire une lettre d'adhésion au parti présidentiel pour bénéficier gratuitement de cette carte. Ils considèrent ainsi que les autorités provinciales veulent les écarter du processus électoral prochain. Le gouverneur de la province dément ces accusations. Ildphonse Ntawunkunda affirme que le recensement qui est en train d'être fait vise à voir les étrangers qui résident dans cette province afin qu'ils ne soient pas considérés comme des Burundais qui bénéficieront de ces cartes d'identité.

- Gouvernance - Plusieurs chefs de colline de la commune Bugenyuzi dans la province Karuzi ont été démis de leurs fonctions par le conseil communal qui les accuse de collecter les impôts et taxes à leur profit et de boycotter les réunions organisées par l'administration communale. Les 7 chefs de collines rejettent ces accusations et signalent qu'ils n'ont jamais boycotté les réunions. Trois autres chefs de collines ont été démis également de leurs fonctions dans la commune Busiga de la province de Ngozi par l'administrateur communal. Selon les lettres leurs adressées à cet effet, ils sont accusés de ne pas participer dans des travaux de développement et qu'ils boycottent eux aussi des réunions. Ils nient également ces accusations et dénoncent le fait que l'administrateur communal ne leur a pas donné l'occasion de s'expliquer. Ils trouvent en effet qu'il n'y a pas eu de réunion administrative sauf une réunion du parti CNDD-FDD lieu ce dimanche. Ils estiment que cette destitution n'est pas du tout justifiée et qu'elle aurait été décidée dans la réunion du parti au pouvoir. [isanganiro/bonesha]

- Sécurité - Une personne travaillant pour le compte de la banque Interbank à l'aéroport international de Bujumbura a été assassinée ce matin dans son bureau. Guy Romain Rudahumana attaqué par un individu qui s'est introduit dans son bureau après avoir confié plus de deux points de contrôle à la sécurité. Une chose qui a coûté plus d'un million. Il a aussi reçu un coup de couteau au niveau du ventre et le malfaiteur a eu le temps de prendre une importante somme d'argent non encore connue, un serveur de cette banque et a été crasé le téléphone.

portable de sa victime. Il avait également, avant son action, neutralisé la caméra de surveillance de ce bureau. Selon certaines sources, la victime aurait reçu un coup de téléphone qui serait celui de son ravisseur avant qu'il n'arrive au service vers 7h30 minutes. Après analyse des autres caméras de surveillance, les images ont montré que le malfaiteur avait pris un taxi jusque devant le siège de cette banque, lequel l'a attendu et l'a ramené vers le centre ville. A son retour, le conducteur de cette voiture a été arrêté mais, il a signifié qu'il ne savait pas qu'il transportait un malfaiteur.

[isanganiro/rtnb/rtr/bonesha/rpa]